

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]
Dossier N°: 3635

[REDACTED], le 10 juin 2021

L.R.A.R

Madame,

Par un Jugement en date du 27 mai 2021, le Tribunal de Commerce de Chartres a ouvert une procédure de Liquidation Judiciaire à l'encontre de la S [REDACTED] BA ayant exploité, un fonds de [REDACTED] X, et a désigné la [REDACTED] en qualité de liquidateur.

Le Tribunal de Commerce de [REDACTED] n'a pas autorisé de poursuite d'activité.

Compte tenu de l'absence de toute possibilité, de reclassement externe, je vous confirme qu'il m'est impossible de vous proposer un reclassement, aucun poste ne restant disponible suite à la liquidation judiciaire de la [REDACTED]

C'est la raison pour laquelle je me vois contraint, de procéder à votre licenciement, lequel prendra effet à compter de l'envoi de la présente, sous réserve de l'application de l'article L 1224 - 1 du Code du Travail dans le cadre de la reprise d'une Unité de Production et de la poursuite du contrat de travail.

Cette lettre est faite sous réserve de votre qualité de salarié. Elle n'implique en conséquence aucune reconnaissance de cette qualité.

Ce licenciement qui présente un caractère économique, en raison de la suppression de votre poste du fait du prononcé du jugement de Liquidation Judiciaire, ouvre droit à la perception d'indemnités exceptionnelles prévues par la loi ; le préavis n'étant pas travaillé.

Durant l'année qui suivra la fin du préavis, vous bénéficierez d'une priorité de réembauchage à condition de nous avoir informés dans l'année suivant la fin du préavis de votre désir de faire valoir cette priorité.

J'établis, en fonction des documents en ma possession, le calcul des sommes qui vous sont légalement dues et qui vous seront réglées grâce aux avances de l'Association pour la Gestion du Régime d'Assurance des Créances des Salariés (A.G.S) ainsi que les certificats et attestations nécessaires qui vous seront adressés le plus rapidement possible. Ces documents vous seront adressés après la remise, par votre ancien employeur de l'intégralité de la comptabilité salariale.

[REDACTED]